

Déclaration des partenaires sociaux autrichiens



CINQUANTENAIRE DU TRAITE DE ROME

Sur la voie menant à plus
de croissance et d'emploi

Vienne, mars 2007

SUR LA VOIE MENANT A PLUS DE CROISSANCE ET D'EMPLOI

CINQUANTENAIRE DU TRAITE DE ROME RECONCILIATION, GARANTIE DE PAIX, PROGRES

L'Union européenne fête en 2007 le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Créée dans la ferme volonté d'établir le fondement d'une association toujours plus étroite entre les peuples européens et d'assurer le progrès économique et social de ses pays par des actions communes, l'œuvre d'unification européenne connaît une évolution pacifique sans précédent dans l'histoire.

Dans sa déclaration du 9 mai 1950, date devenue depuis « Journée de l'Europe », Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères français, se référait déjà à cet aspect de sa création:

« La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. ... L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes. »

L'Europe des six est devenue une Union de 27 Etats membres défendant leurs intérêts sur une base égalitaire et poursuivant les objectifs fixés dans les traités.

Sur cette trame, les partenaires sociaux autrichiens réaffirment leur attachement à l'intégration européenne. Leur conclusion de 1989 établissant « que du point de vue économique et social, une

participation égalitaire de l'Autriche au marché intérieur est pertinente » (*prise de position des partenaires sociaux*), s'est avérée correcte au vu des démarches intégratives effectuées depuis sa candidature à l'adhésion. Le traité de Maastricht a établi la base de l'union monétaire, les traités d'Amsterdam et de Nice ayant apporté des modifications dans divers domaines politiques et des réformes institutionnelles en réaction à l'adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale qui se dessinait à l'époque. L'adhésion de l'Autriche en 1995 a assuré son libre accès au plus grand marché intérieur au monde et sa participation au façonnement du projet européen.

OBJECTIFS: L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ - LE PLEIN EMPLOI - LA DURABILITE

L'Union européenne compte sans aucun doute parmi les projets politiques les plus importants de l'époque actuelle. Malgré les différences et les particularités nationales existantes, elle prône un modèle social et sociétal indépendant, se distinguant d'autres modèles.

Les partenaires sociaux autrichiens défendent un modèle économique et social intégrant les valeurs et le mode de vie européens; une économie sociale de marché, une économie marquée par une croissance qualitative durable associée à une politique de sécurisation du site économique, de solidarité et de cohésion sociale ainsi qu'une qualité de vie globale pour les citoyens. Il est impératif que ce modèle offre une réponse aux questions que se posent actuellement les citoyennes et les citoyens européens sur une existence et un avenir pouvant être garantis par une économie florissante qui repose sur une politique économique orientée vers la croissance et l'emploi. On ne

peut répondre aux défis de la concurrence mondiale en se repliant sur soi mais en utilisant les forces de l'Europe, en réduisant ses faiblesses et en se fixant des objectifs communs.

Ces objectifs, à savoir de bonnes performances économiques, un niveau de protection social élevé et une formation et une éducation de bonne qualité sont conformes aux conclusions du Conseil européen (Barcelone, mars 2002). L'objectif du plein emploi en tant qu'élément essentiel de la stratégie de Lisbonne et visée principale de la politique économique et sociale est pleinement soutenu par les partenaires (dernièrement, dans la Déclaration des partenaires sociaux européens de Bad Ischl en septembre 2006).

DISCUSSION SUR LE TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN - LA CHANCE D'UNE REFORME GENERALE

Les référendums constitutionnels en France et aux Pays-Bas ont révélé un net malaise des citoyens. Pour cette raison, il est important que la politique s'oriente vers les attentes des citoyennes et des citoyens et qu'un dialogue correspondant et une communication compréhensible aient lieu.

Les chefs d'Etat et de gouvernement l'ont déjà exprimé dans la « Déclaration de Laeken » (2001): «... le citoyen demande une approche communautaire claire, transparente, efficace et menée de façon démocratique. Une approche qui fasse de l'Europe un phare pour l'avenir du monde; une approche qui donne des résultats concrets se traduisant par plus d'emplois, une meilleure qualité de vie, moins de criminalité, une éducation de qualité et de meilleurs soins de santé. Il

ne fait pas de doute que l'Europe doive à cette fin se ressourcer et se réformer ».

De l'avis des partenaires sociaux européens, le projet actuel de « Constitution pour l'Europe » ne correspond aux attentes des citoyennes et citoyens que pour partie. La présidence allemande à l'Union européenne et celles qui lui succéderont sont donc invitées à trouver un consensus pour réviser ce projet. Il faut considérer la phase de réflexion comme une chance permettant d'aboutir à une réforme plus approfondie de l'Union européenne qui mène à un renforcement de l'intégration européenne, à plus de démocratie et à une revalorisation des partenaires sociaux.

LES PARTENAIRES SOCIAUX, CO-BATISSEURS DU CHANGEMENT

« Les partenaires sociaux renforceront leur collaboration à l'échelon européen. Si l'Europe veut être pour ses citoyens une question de coeur, elle ne saurait être seulement une Europe des marchés, il faut qu'elle soit aussi une Europe des individus.

Une partie importante de notre bien-être repose sur une activité s'exerçant en dehors des frontières de l'Europe. Une des activités majeures des partenaires sociaux consiste donc à assurer et développer la compétitivité internationale et à accompagner nos entreprises sur les marchés non autrichiens.

La globalisation ne doit pas se manifester uniquement sur le plan de la compétitivité globale mais aussi sur celui de la solidarité globale. Un partenariat social global, qui génère une éthique globale s'entendant comme une responsabilité sociale commune, mise sur le commerce équitable, appuie un plan Marshall global et s'assure le concours de

l'organisation des partenaires sociaux qu'est l'OIT (Organisation internationale du travail), tel est l'objectif qui doit être poursuivi et recevoir spécialement de l'Autriche des impulsions lui permettant de progresser. » (Déclaration des partenaires sociaux autrichiens, Bad Ischl, Septembre 2006)

Les partenaires sociaux autrichiens se considèrent comme des managers du changement. Ils ont apporté une contribution essentielle à l'histoire à succès de l'Autriche. Ils ont apporté un concours essentiel sur la voie menant à l'UE. Et ils ont des idées concrètes sur la direction que doit prendre l'Europe. Les partenaires sociaux veulent une Europe alliant efficacité économique, plein emploi et sécurité sociale pour rétablir la confiance des citoyennes et des citoyens dans la compétence de la politique européenne à trouver des solutions.

QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS?

1. *Une Europe de la croissance et de la prospérité*
2. *Une Europe sociale avec des emplois plus nombreux et de meilleure qualité*
3. *Une Europe proche des citoyens*
4. *Une Europe solidaire et humaine*
5. *Une Europe forte et capable*
6. *Une Europe de paix et de sécurité*
7. *Une Europe créatrice et culturellement riche*
8. *Une Europe en tant que région de l'unité et de la diversité appliquant le principe de la subsidiarité*
9. *Une Europe de la qualité de vie et de la durabilité*
10. *Une Europe du partenariat social*

Les partenaires sociaux considèrent alors qu'il est nécessaire d'agir dans les domaines politiques suivants:

- **Elargissement et approfondissement:**

L'attrait de l'Union européenne pour des candidats potentiels à l'élargissement est intact. L'Union a ainsi la chance de devenir une ancre de stabilité mondiale représentant la paix, la démocratie et la prospérité. Le développement de l'Union menace cependant de se heurter à ses limites de capacité d'absorption et d'acceptation des citoyennes et des citoyens. Dans cet esprit, les partenaires sociaux autrichiens se déclarent en faveur d'un concept clair de capacité d'absorption de l'Union prenant compte notamment des aspects institutionnels, économiques et sociaux. Pour que l'Union européenne demeure capable d'agir au sein de ses frontières et face aux défis de la mondialisation, des élargissements futurs engendrant des répercussions considérables sur elle ne pourront avoir lieu qu'après un approfondissement. Cela serait une contribution importante permettant d'augmenter la confiance des citoyennes et des citoyens dans la compétence de l'Union à résoudre les problèmes.

- **Croissance et emploi :**

La croissance et l'emploi sont des défis essentiels de l'Union et sont placés au centre de la stratégie de Lisbonne. Cependant, l'Europe n'avance que très lentement sur la voie du renouveau économique, social et écologique sur laquelle elle s'est engagée par la stratégie de Lisbonne. La nouvelle orientation prise depuis 2005 axée sur la recherche, l'innovation, l'emploi et la formation

offre la possibilité d'augmenter la compétitivité de l'Europe et de se rapprocher des objectifs de la stratégie de Lisbonne. L'Europe ne pourra réussir face à la concurrence en jouant sur les coûts mais en tirant partie de la mise en œuvre rapide du savoir-faire, des connaissances, de la qualification et de l'innovation.

- **Plus d'emplois de meilleure qualité:**

L'une des plus grandes préoccupations des citoyennes et des citoyens est la situation de l'emploi. Quoique le chômage ait régressé en Europe, nous devons accroître nos efforts communs pour promouvoir des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité. En font partie de bonnes conditions de travail comme la co-décision et les syndicats collectifs, des salaires justes, l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, la sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail, une organisation du travail favorable à la famille ainsi que la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie et les possibilités de la formation professionnelle continue.

- **Meilleure orientation et coordination de la politique économique:**

Les partenaires sociaux autrichiens appuient les recommandations présentées en 2005 dans l'étude « La politique macroéconomique et la stratégie de Lisbonne de l'Union européenne » visant à favoriser une orientation et une coordination améliorées de la politique économique au sein de l'Union européenne. En font partie entre autre « *une coordination améliorée des politiques monétaires et fiscales qui doivent être toutes deux orientées vers l'objectif de la croissance économique* ».

Puis, les partenaires sociaux autrichiens appellent de leur vœux un rapprochement aussi poussé que possible des systèmes fiscaux dans le but d'obtenir transparence et simplification et de résoudre les lacunes des lois fiscales pour éviter les contournements et combattre une concurrence fiscale déloyale au sein de l'UE.

L'amélioration de la coordination des divers éléments de la politique économique au sein de l'Union européenne exige également une implication renforcée du Parlement européen et des partenaires sociaux dans le façonnement de la politique européenne.

- **Un marché intérieur pour les citoyennes et les citoyens:**

Du point de vue des partenaires sociaux, le marché intérieur doit être un moteur de croissance et d'emploi tout en constituant un instrument d'amélioration de la qualité de vie en Europe. Il est impératif que le marché intérieur tienne davantage compte de toutes ces dimensions. En même temps, les partenaires sociaux réaffirment leur opinion selon laquelle les services d'intérêt général constituent un instrument important permettant d'assurer la cohésion sociale et territoriale, qu'ils doivent être fixés individuellement par chaque état et être abordables, efficaces et accessibles à tous.

- **La politique de l'environnement et de l'énergie: des thèmes essentiels**

Les partenaires sociaux soulignent qu'un niveau de protection de l'environnement élevé et un approvisionnement sûr en énergie, en tenant compte des énergies renouvelables, à des prix

abordables sont d'une importance énorme pour l'avenir de l'Union. L'Union devra développer l'ambition de ne pas être uniquement l'espace économique basé sur les connaissances le plus dynamique au monde mais aussi le plus efficace en terme d'énergie et de ressources. De plus, cela serait une contribution importante de l'Europe à la lutte contre les changements climatiques.

- **Une Europe de la diversité dans l'unité:**

Le processus d'unification européen va bien au-delà de l'économie et de la politique. L'Europe se distingue par une riche tradition culturelle. La formation linguistique et la découverte réciproque de cultures différentes sont des conditions préalables importantes pour que l'Union européenne puisse être vécue et comprise. Il s'agit de commencer par les jeunes qui sont l'avenir de l'Europe. Ceci est la raison pour laquelle les programmes tels que ceux de promotion d'échanges de jeunes revêtent une grande importance pour la compréhension mutuelle. Ils sont essentiels pour créer une Europe des « citoyens pour les citoyens » caractérisée par la diversité dans l'unité.

Dans cet esprit, les partenaires sociaux autrichiens invitent le gouvernement fédéral à s'engager pour que le 50^{ème} anniversaire du Traité de Rome soit l'occasion de rendre l'Union européenne un peu plus capable d'agir et donc, plus capable d'affronter l'avenir, en augmentant la croissance économique, en créant des emplois, en surmontant les conséquences de la mondialisation, en promouvant un développement durable et la solidarité, soit en modelant une Europe

de l'avenir répondant le mieux possible aux attentes des hommes et des femmes qui l'habitent.

Rudolf Hundstorfer
Confédération syndicale autrichienne

Dr. Christoph Leitl
Chambre économique fédérale d'Autriche

Rudolf Schwarzböck
Chambre fédérale de l'agriculture

Mag. Herbert Tumpel
Chambre fédérale du travail



Rudolf Hundstorfer
Österreichischer Gewerkschaftsbund



Dr. Christoph Leitl
Wirtschaftskammer Österreich



Rudolf Schwarzböck
Landwirtschaftskammer Österreich



Mag. Herbert Tumpel
Bundesarbeitskammer

Wien, am 22. März 2007



Vienne, le 22 mars 2007